**Département des Sciences Sociales.**

**Module : Histoire du mouvement National Algérien.**

**Niveau : M1 Sociologie de la communication.**

**(Le cours est écrit et conçu par : Pr Ouattmani Settar).**

**Chargé de cours : Hidjeb.**

**Le courant assimilationniste (1919 – 1939)**

**1 – L’émir Khaled**

Petit fils de l’émir Abdelkader, l’émir Khaled s’engagea dans l’armée française jusqu’à sa mise en retraite en 1919 avec le grade de capitaine. Son installation à Alger coïncida avec l’adoption par le parlement français des réformes de février 1919 (l’égalité fiscale entre Musulmans et Européens et plus de représentation pour toutes les Assemblées de l’Algérie pour les autochtones) en éliminant la proposition la plus importante (représentation musulmane au parlement et au Sénat) à cause du refus des colons.

L’ascension de l’émir Khaled sur la scène politique algéroise devient visible à la suite de sa victoire aux élections municipales de décembre 1919 où sa liste a raflé 940 voix contre 340 pour Benthami, tête de liste de la frange la plus majoritaire des Jeunes Algériens. Élu conseiller d’Alger, conseiller général et délégué financier de la même ville, il mena une campagne pour défendre un programme de réformes en particulier à travers le journal al Ikdam. Il se différencia de l’autre camp représentatif de l’élite sur la question religieuse. S’il accepte la naturalisation c’est à condition du respect du statut personnel. Il revendiqua en outre la fin des pouvoirs disciplinaires qu’exerçaient les administrateurs des communes mixtes, le rattachement pur et simple des trois départements algériens à la France, la représentation musulmane au parlement, l’égalité totale devant la loi.En 1919, il se déplaça en France avec une délégation pour remettre aux Américains une pétition adressée au président américain dans lequel il demanda *« l’envoi de délégués choisis librement par nous pour décider de notre sort futur, sous l’égide de la Société des nations. »* Quelques années après, il profita de la visite du président Millerand en Algérie pour s’adresser directement à lui et lui demander en vain l’octroi d’une représentation au parlement pour les Musulmans d’Algérie. En 1923, sous la pression des colons qui craignaient pour leurs intérêts, il est exilé en Égypte puis en Syrie où il mourut en 1936.

**2 –La fédération des musulmans algériens élus**

Les assimilationnistes qui activaient après la guerre mondiale sans une structure quelconque créèrent leur mouvement politique en l’occurrence la fédération des musulmans algériens élus le 11 septembre 1927 sous la direction de Benthami. Leur journal At-Takaddoum reprenait à chaque fois leurs revendications. Partisans de l’assimilation, ces élus demandaient *« La représentation des Algériens au parlement français, l’égalité entre Algériens et Français pendant la période du service militaire, l’égalité des salaires et des indemnités de travail, abolition du code de l’indigénat, l’application des lois sociales françaises à l’Algérie… »*

Au cours des années trente, Ben Djelloul s’intronisa à la tête du mouvement et devint une figure emblématique du courant assimilationniste. Né en 1894 dans les Aurès, il étudia au lycée de Constantine et puis à l’université d’Alger. Il est diplômé en médecine en 1924. Son mouvement qu’il présidait était à l’époque, confronté à deux évènements qui ont occupé les devants de la scène politique à savoir le projet Blum-Viollete et le Congrès musulman.

L’origine du projet Blum-Viollete remonte aux propositions du sénateur Maurice Viollete d’octroyer la nationalité française à des milliers de musulmans sélectionnés avec le respect du statut personnel musulman. Après l’élection de Blum à la tête du gouvernement français en 1936, il désigna Violette comme ministre et lui confia la mission de préparer un projet pour concrétiser les idées qu’il a déjà avancées dans le passé. Ce projet qui porta désormais le nom de Blum-Violette réitère la nécessité de permettre à des milliers d’Algériens d’accéder à la nationalité française avec respect du statut personnel. Le projet précise les catégories d’autochtones qui pouvaient bénéficier de cette loi à savoir par exemple *« des anciens officiers ou sous-officiers ayant plus de 15 ans de service, les soldats décorés de la Médaille militaire ou de la croix de guerre, les diplômés de l’enseignement secondaire et supérieur, les caïds et les anciens aghas, bachaghas, caïds, les élus indigènes, délégués financiers, conseillers municipaux et conseils généraux et chefs des djemaa..etc »*

Les assimilationnistes soutinrent de toute leur force la démarche du gouvernement mais se heurtèrent au lobby des colons qui reportèrent le dernier combat. Le projet est définitivement abandonné en 1938 après sa non-adoption par le parlement.

**II - Le mouvement indépendantiste (1926 -1939)**

**1-Naissance et évolution de l’ENA**

La création de l’Étoile nord-africaine remonte à mars 1926. Des divergences demeurent sur son origine. Selon des sources policières, ce parti est créé par Hadj Ali Abdelkader, militant communiste, par suite de la décision de la commission coloniale du PCF de donner à chaque pays colonisé son propre mouvement ; les communistes avancent pour leur part le rôle de Hadj Ali Abdelkader et de Hassen Issaâd, militants de la CGTU, dans la mis en place de l’ENA. Enfin, des nationalistes du PPA insistent sur le rôle de l’émir Khaled qui fut désigné, selon leurs dires, premier président d’honneur de l’ENA. Hadj Ali Abdelkader semble être le véritable président de ce parti à ses débuts avant de céder la pouvoir à Messali Hadj en juin 1926 tandis que le Tunisien Chadly Khairellah est intronisé comme président d’honneur.

L’ENA est structurée au sein de l’émigration algérienne en France. Ellecomptait 4000 militants en 1928. Sa propagande est reliée par ses propres journaux à savoir l’Ikdam (mensuel bilingue) interdit de diffusion dès le 1er février 1927 puis remplacé par l’Ikdam nord-africain et enfin al-Oumma, organe lancé en 1930. Le 20 novembre 1929, à la veille des fêtes du centenaire, l’ENA est déclarée dissoute pour*« propagande portant atteinte à l’intégrité du territoire algérienne ».* En 1933, le parti renaît de ses cendres avec une nouvelle appellation Glorieuse Étoile nord-africaine. Messali et ses amis sont autorisés à activer librement par décision d’un tribunal correctionnel de la Seine de Paris. Après un séjour en Suisse chez Chakib Arselan, il rentra à Paris et apporta son appui à la coalition du Front populaire. Déçu par le gouvernement Blum, il le critiqua ouvertement et finit par payer chèrement ses choix politiques. Le 27 janvier 1937, sur proposition du gouverneur général Le Beau, l’ENA fut dissoute.

**2- Le programme de l’ENA**

À ses débuts, l’ENA est un parti purement nord-africain qui défendait les intérêts des peuples de tout le Maghreb. Messali le rendit une organisation algérienne. Le programme de l’ENA est exposé pour la 1èrefois par Messali le 25 février 1927 lors du Congrès anti-impérialiste de Bruxelles. Il demanda dans l’immédiat la suppression du code de l’indigénat, le remplacement des délégations financières par un parlement élu au suffrage universel, l’abolition des communes mixtes et des territoires militaires et la mis en place d’assemblées municipales élues par un vote populaire. Dans son volet politique, le programme revendique entre autres *« l’indépendance de l’Algérie, le retrait total des troupes d’occupation »* la *« constitution d’une armée nationale, d’un gouvernement national révolutionnaire, d’une assemblée constituante élue au suffrage universel… »*

**3 – Le rapport avec le PCF**

L’Étoile nord-africaine a bénéficié largement du soutien du PCF notamment de point de vue politique et logistique. Conscient de ses propres divergences avec le PCF sur la question nationale algérienne, Messali prit ses distances vis-à-vis de ce parti. Lors du Congrès de reconstitution de l’ENA en 1933, la double appartenance est interdite. À l’époque, Messali multiplia les déclarations contre les communistes : *« Les Algériens veulent l’indépendance de leur pays, non une tutelle communiste et le communisme fait plus de tort que de bien à la cause indigène. » « Nous avons abandonné le communisme de mort pour le nationalisme de vie ».* En 1936, Messali donna un niet catégorique à la proposition du PCF de mobiliser des immigrés algériens pour leur participation à la Guerre d’Espagne au côté des Républicains. La rupture fut désormais totale entre les deux partis.

**II – Le PPA (1937 - 1939)**

Le 11 mars 1937, Messali Hadj annonça à Nanterre la création du Parti du peuple algérien. Sa devise était : *« ni assimilation, ni séparation, mais émancipation* ». Sur le fond, le programme était presque similaire de celui de l’ENA. Le 18 juin 1937, le siège du PPA est transféré à Alger rendant ce mouvement proche de la masse. La popularité de Messali grandit après une tournée populaire dans certaines villes. Élu conseiller général d’Alger en octobre 1937, il est emprisonné l’année suivante. À la veille de la 2e guerre mondiale et précisément le 29 septembre 1939, le PPA est dissous par les Français et ses dirigeants arrêtés.

III - Le courant réformiste (1919-1939)

1 - Les conditions de la renaissance

Le mouvement des oulémas réformistes algériens, apparu après la première guerre mondiale, voulait « épurer l’islam local et à le sortir de son isolement relatif pour le remettre dans le courant de ce qu’on pourrait appeler l’internationale panislamique. ». Son apparition coïncidait avec l’activité menée par un autre mouvement réformiste en l’occurrence le courant de Mohammed ben Alloua (1872-1934). Celui-ci est le représentant confrérique dont l’existence revient à des siècles en arrière. Le mouvement de Ben Badis s’inspirait de Mohammed Abdou, célèbre réformiste égyptien, et de Rachid Rédha et son journal al Manar. L’installation en Algérie de plusieurs savants algériens juste après la première guerre mondiale, après avoir acquis une formation en Orient, est un élément remarquable dans la naissance du courant réformiste.

2 - La doctrine culturelle et religieuse

-- Sur le plan culturel, les oulémas concentraient leurs efforts pour la relève de la culture arabo-musulmane et sa diffusion à travers la jeunesse algérienne. Chez eux, la langue arabe requérait une place du premier choix. *«Tout le modernisme et toute la culture de notre époque au moyen de la langue arabe »* disait El Ibrahimi. L’objectif s’est de former une génération attachée à ses valeurs identitaires et capable de résister à la civilisation occidentale et plus particulièrement à la francisation.

-- Sur le plan religieux, les oulémas s’accrochèrent avec les savants détenteurs d’une culture mystique. Dans ce sens, ils condamnaient « le culte des saints » considéré comme du *chirk*, s’élevaient contre les visites qui se faisaient sur les tombeaux des saints et les sacrifices qui se pratiquaient autour de ces lieux allant jusqu’à préconiser leur destruction. *« Le maraboutisme, écrivit al-Ibrahimi, est le colonialisme dans son sens moderne le plus dénudé et l’esclavage dans toute son horreur. ».* Pour éloigner l’influence de l’autorité française sur l’islam, ils demandaient la séparation de la religion de l’Etat.

-- Sur d’autres plans, les oulémas encourageaient l’éducation des femmes surtout par le biais de l’enseignement et refusaient la naturalisation des musulmans.

3 -L’Association des oulémas musulmans algériens

Créée le 5 mai 1931 à Alger, l’associaion des oulémas musulmans algériens est présidé par Ibn Badis (1889 – 1940). Officiellement, c’est une association à caractère moral et religieux. Ainsi, son but c’est « d’encourager au bien, détourner du mal, expliquer les vérités de la religion, prêcher l’union. » Ibn Badis résume dans un article de son journal chihab paru en mai 1932 le programme des oulémas *« Redresser et réformer le peuple arabe algérien du point de vue religieux, national, littéraire et scientifique ».*  quelques personnalités issues des zaouias (Amar Ismail et le cheikh Mouloud Hafiz) figurent parmi les fondateurs de cette association mais n’hésitèrent pas à la quitter vu l’hostilité des réformistes. Ils allèrent créer l’Association des Oulémas sunnites algériens, le 15 septembre 1932. Celle-ci, après une langue polémique avec Ibn Badis et ses amis, est dissoute en 1934.

L’association des oulémas déclarait dans ses statuts qu’elle n’exercerait pas d’activités à caractère politique. L’histoire retient le contraire. Ibn Badis et ses amis ont largement pris part au mouvement national algérien en prenant position sur diverses affaires politiques.

4 - Les moyens d’action :

Presse

Les oulémas réformistes ont créé plusieurs organes pour défendre leurs idées. Al-Montakid est leur premier journal. Il est lancé en 1925 mais interdit à son dix huitième numéro. La revue al-chihab l’a remplacé la même année avec beaucoup de succès. L’organe officielle de l’association qui est régulièrement publié est al-bassair.

Ecoles

Les oulémas avaient leurs propre écoles libres. Généralement c’est un enseignement de 3ans où il est question de former les élèves en langue arabe, en islam, en histoire musulmane sans oublier les chants et poèmes patriotiques. Une fois l’élève a obtenu son certificat d’études primaires, il pourra continuer son enseignement en secondaire des medersas libres avant de rejoindre ensuite la zitouna à Tunis et al-azhar au caire. D’après les sources administratives françaises, il y a avait en 1936 une soxantaine d’écoles réformistes dont sept étaient des établissement 61 écoles réformistes dont 7 étaient des établissements de grande importance.

Cercles (nadi)

Le cercle culturel réformiste (nadi)est un lieu de rencontre de toutes les classes de la société (l’élite, les savants, les politiciens…) et où tout le monde discutent sur tous les sujets. D’après les statisques administratives, il y avait en 1938, 45 cercles dans le Constantinois, 20 dans l’Algérois et une douzaine en Oranie.

**IV - Le courant communiste (1919-1939)**

**1-Naissance du courant communiste**

Le courant communiste en Algérie est né après la Première Guerre mondiale et la victoire des Bolchéviks en Russie. Les premiers militants représentent la tendance extrême de la fédération socialiste algérienne qui activait déjà avant 1914. Les communistes sont confrontés à un double problème: la composante et l’autonomie.

-Contrairement aux autres mouvements nationalistes, le courant communiste rassemble des militants français et musulmans. Si le PCF (parti communiste français) veille à faire partager la responsabilité entre les membres des deux races, il ne peut calmer les ardeurs des uns et des autres quand il s’agit de discuter du programme. Les ouvriers européens, influencés par leur propre milieu, récusent les propositions radicales comme la question de l’indépendance. Par exemple, la section communiste de Sidi Bel Abbes a créé un scandale, en 1922, en déclarant que «la libération de la population indigène d’Algérie ne peut être qu’une conséquence de la Révolution en France» ce qui veut dire que l’Algérie ne sera jamais indépendante en l’absence d’une prise du pouvoir en France par les Communistes.

-Le courant communiste en Algérie, de sa naissance à son adhésion au FLN en 1956, n’est pas libre. Il dépend du PCFqui lui dicte la conduite à tenir. C’est ce qui explique par exemple, le changement continu dans le programme des Communistes algériens.

**Réorganisation du mouvement national algérien (1946-1954) :**

**I -La réapparition des partis nationalistes**

**1-L’UDMA**

Après sa libération de prison le 16 mars 1946, Ferhat Abbas crée l’UDMA (Union Démocratique pour le Manifeste) un mois après en compagnie de Boumendjel, Saadane, Francis, Sator… Il prône la défense des idées du Manifeste du peuple algérien. Tirant les leçons du passé, il décida de se séparer du PPA. *« Ni assimilation, ni séparatisme écrit Ferhat Abbas à l’époque. Un peuple jeune, faisant son éducation démocratique et sociale, réalisant son équipement industriel et scientifique, poursuivant son renouvellement intellectuel et moral, associé à une grande nation libérale ; une jeune démocratie naissante guidée par la grande démocratie française ; telle est l’image et l’expression la plus nette de notre mouvement de rénovation algérienne »*. Il participe à l’élection de la 2e assemblée constituante et rafle la majorité des sièges. Les députés de l’UDMA saisirent cette tribune pour revendiquer leur programme. Saadane arrive difficilement à se faire entendre lorsqu’il *« prétend ne plus savoir ce qu’il était ».* C’est à Ferhat Abbas qui est revenu le rôle d’expliciter les propositions de l’UDMA sur l’avenir de l’Algérie. Il revendique une *« République autonome avec un gouvernement propre, des couleurs nationales, d’une citoyenneté algérienne, d’un parlement élu au suffrage universel détenant le pouvoir législatif.. »* En fin de compte, la 2e assemblée constituante refusa de débattre sur le statut de l’Algérie et rappela que l’Algérie est formée de trois départements français.

Le 1er congrès de l’UDMA se tient en octobre 1946. C’est l’heure du bilan. Abbas est fier d’avoir contribué à la libération de Messali Hadj. Le programme est tracé. L’heure est à l’union avec le MTLD. Une délégation de l’UDMA rencontra Messali à Paris pour présenter des listes communes lors des élections législatives de novembre 1946. Les discussions butent sur le programme. Ni Messali, ni les délégués de l’UDMA ne font la moindre concession. L’UDMA a finalement décidé de sursoir à sa participation à cette élection. Cependant, elle participa aux élections du conseil de la République (24 novembre et 8 décembre 1946) et gagna quatre sièges sur sept.

Le débat sur le statut de l’Algérie est l’occasion pour l’UDMA pour présenter son projet qui prône la thèse fédéraliste. Fidèle à sa tradition, l’UDMA participa à toutes élections (élections municipales d’octobre 1947, élections à l’assemblée algérienne d’avril 1948…) mais ne fait pas le poids devant la montée en puissance du MTLD.

 **2 – Le MTLD**

Messali est libéré le 11 août 1946 et s’installa à Paris avant d’atterrir à Alger en octobre. La ville d’Alger lui est interdite ainsi que les grandes villes, il s’installa à Bouzaréa. N’ayant pas le temps pour rénover son parti, il convoqua le comité central du PPA pour débattre sur la question des élections législatives. Armé par les conseils de Azam Pasha qu’il lui demanda de privilégier l’action légale, il convainquit les membres du comité central de la nécessité de participer aux élections législatives de novembre 1946. Son parti déposa des listes au nom du « Triomphe des libertés démocratiques ». Ses candidats ne ratèrent pas cette occasion pour rappeler les grandes lignes du programme de leur parti. L’administration ne lésina pas sur les moyens pour freiner l’élan du courant indépendantiste. Elle encouragea les candidatures administratives. Les listes de Sétif et d’Oran étaient rejetées sous différentes causes. L’absence de L’UDMA lui permet d’avoir cinq députés. Ceux –ci activèrent à l’intérieur et à l’extérieur de l’Assemblée pour diffuser les idées du mouvement indépendantiste. Lors du débat sur le statut de l’Algérie entamé en août 1947, ils firent le procès du colonialisme. Pour eux, personne n’a le droit de déterminer le sort de l’Algérie si ce n’est une « Constituante algérienne souveraine » élue par un collège unique et au suffrage universel.

De 1947 à 1952, le PPA – MTLD a vécu différentes crises politiques. Mohammed Lamine est sorti grand vainqueur du congrès de 1947. Ses partisans arrivèrent en force au comité central. Député à l’Assemblée, il est naturellement considéré comme le deuxième homme du parti après Messali. Or, en moins de trois ans, il multiplia les erreurs au point de perdre de son poids avant d’être poussé à la démission. Ce « leader sans projet » selon la formule de Harbi a dressé contre lui en moins de trois ans la quasi-majorité du bureau politique. On lui a reproché le travail solitaire, le non-respect des directives du parti, le manque d’énergie lors des débats parlementaires. Isolé, abandonné par ses proches amis, il démissionna du PPA-MTLD en 1949.

Le parti est secoué en 1949 par une crise dite berbère. À l’origine, un groupe de jeunes originaire de la Kabylie et membre du MTLD décidèrent de soulever au sein de leur mouvement la question de la langue et la culture berbère. Cette mission est confiée à un jeune étudiant en droit en l’occurrence Rachid Ali Yahya qui, une fois élu à la tête de la fédération de France du parti, vota lui et ses amis une motion rappelant les trois composantes identitaires de l’Algérie : Amazighité, Arabité et Islamité. Messali créa au complot colonialiste et dépêcha en France des militants pour récupérer le siège du parti. Il finit par gagner cette bataille en excluant des instances du parti des militants taxés du berbérisme.

**3 – Le PCA**

Les communistes algériens participèrent aux élections législatives de la première constituante du 21 octobre 1945. Au sein de cette assemblée, ils veillèrent pour l’adoption du texte sur l’amnistie sur les évènements de mai 1945, s’opposèrent à l’assimilation et revendiquèrent la parité entre musulmans et européens. Une année après, le PCA à l’élection de la deuxième constituante (02 juin 1946) a subi une défaite devant l’UDMA. Cherchant à se rapprocher des nationalistes, les communistes publièrent un manifeste en juillet 1946 qui contient des idées novatrices. L’objectif pour eux c’est *« la création immédiate d’une Assemblée et d’un gouvernement gérant toutes les affaires algériennes et la suppression du gouverneur général et de son administration coloniale désuète. Il n’y aurait plus qu’un représentant de la république française pour les questions intéressant les relations extérieures et les questions militaires…l’assemblée élue au suffrage universel comprendrait à titre transitoire un nombre égal de représentants musulmans et européens, et désignerait librement son gouvernement… »*

À part la parenthèse de 1951 au cours de laquelle tous les partis nationalistes se sont entendus pour la création d’un front contre l’administration en l’occurrence le «Front Algérien pour la défense et le respect de la liberté (FADRL), toutes les tentatives des communistes pour se rapprocher du MTLD et de l’UDMA ont échoué. Ces derniers n’oublièrent pas la position des communistes lors du massacre du mai 1945 et aussi leur appui à « la politique de l’Union française » et « leur adhésion sans conditions à la politique étrangère de l’URSS ».

**II – Le Front Algérien pour la défense et le respect de la liberté (FADRL)**

À la suite des élections législatives de juin 1851 qui a vu l’administrative intervenir pour les truquer, les partis nationalistes entamèrent des négociations pour la création d’un front commun capable de tenir face aux dérives de l’autorité en place. Le 05 août une assemblée générale constitutive a réuni 700 délégués à Alger ; ceux-ci représentent l’UDMA, le MTLD, le PCA et les Oulémas. Un comité directeur et un secrétariat permanent sont mis en place. Le programme adopté négligea la question nationale qui ne fait pas l’unanimité et insista pour combattre le truquage des élections et la répression. Le front assura des activités politiques durant quelques mois (création de comités locaux, dénonciation des saisies de l’Algérie libre, meetings communs…) mais la participation du PCA aux élections cantonales du 7 et 16 octobre 1951 contre l’avis du MTLD et de l’UDMA fragilisa ce front commun qui ne tarda pas à disparaitre.

**Bibliographie sélective**

1-Nouchi André,*La naissance du nationalisme algérien (1914-1954) tome 2,* édition seuil, Paris, 1962.

2-Kaddache Mahfoud, *Histoire du nationalisme algérien*, Alger, SND, 1989.

3-Benjamin Stora- Zakya Souad: *Ferhat Abbas, Une autre Algérie,* édition Casbah Alger, 1995.

4-KADDACHE Mahfoud, Histoire du nationalisme algérien, Tome 1 (1919-1939), Paris méditerranéenne, 2004.

5-JULIEN Charles André, l’Afrique du Nord en marche, Algérie Tunisie Maroc 1880-1952. Editeur Omnibus, 2002.

6-Aboul Kassem SAADALLAH, La montée du nationalisme en Algérie, traduit de l’anglais par Nemine Fawzy Hemiry, Alger, Entreprise nationale du livre, 1983.